

L'Etat doit accorder ses violons

Syndicats et élus locaux s'inquiètent de la cacophonie gouvernementale à propos de Gandrange. Hier, François Fillon a précisé d'autres pistes autour d'une éventuelle intervention publique. Et pendant ce temps, ArcelorMittal augmente les prix de l'acier et va construire une aciérie en Egypte.

Il faut arrêter toutes ces prises de positions. Maintenant on parle d'une solution hors du groupe. Tout ça brouille les pistes ! » Edouard Martin de la CFDT s'inquiète de la multiplication des interventions gouvernementales et demande à « ce que le président et le gouvernement accordent leurs violons et parlent d'une seule voix. » De fait, après le chaud et froid soufflé mardi par Nicolas Sarkozy qui veut « faire pour Gandrange ce qu'il a fait pour Alstom » et Christine Lagarde qui ne voit pas « l'Etat subventionner ArcelorMittal » (RL du 6 février), c'est le Premier ministre François Fillon qui propose d'autres pistes si le PDG Lakshmi Mittal ne veut pas investir. « Il faut étudier d'autres solutions, celle de la cession du site, de reprise par d'autres industriels, le cas échéant d'une intervention publique temporaire et de relais » a-t-il indiqué sur RMC et BFM-TV. Il confirme le « caractère stratégique de la production d'acier pour la France. Il faut éviter qu'elle disparaisse. » En évoquant la piste d'une cession surgit néanmoins une interrogation évidente : est-il dans les

intentions de Lakshmi Mittal de vendre le site à un concurrent ? Cette solution hors du groupe prise par le comité de défense, le CODEG soutenu par la CGT, avait été esquissée par l'ancien directeur du site Alain Grenaut qui parlait du russe Severstal déjà propriétaire d'Ascométal (RL du 16 janvier). En attendant l'étude du contre-projet industriel de l'intersyndicale avec l'appui du cabinet Syndex se concentre sur une seule alternative, au sein du groupe. « En brouillant ainsi les pistes on ne fait que le jeu de la direction d'ArcelorMittal qui n'en demande pas tant » continue la CFDT.

Une aciérie en Egypte

Les élus locaux ne sont pas en reste. Michel Liebgott, député PS de la Moselle demande « qu'il soit mis fin à cette cacophonie. » La députée européenne Nathalie Griesbeck parle « de lendemain de noces difficile » et demande au Chef de l'Etat « de préciser rapidement et concrètement ses intentions. » Alors que Philippe Leroy, président du conseil général, compte rencontrer l'état-major du groupe au Sénat



Si la visite lundi de Nicolas Sarkozy s'est avérée rassurante, au gouvernement, on ne parle visiblement pas le même langage.

« pour nous assurer que les discussions sont bien ouvertes. »

Pendant ce temps ArcelorMittal qui vient de redémarrer le haut-fourneau 6 de Seraing en Belgique, annonce qu'il va construire une aciérie en Egypte où il a décroché la licence d'exploiter pour 60 millions de dollars. Le groupe sidérurgique qui doit révéler ses résultats la semaine prochaine confirme une aug-

mentation de ses prix des aciers plats au carbone de 12 à 15 % à partir du 1er avril prochain. Cela fixe le seuil à 560 € la tonne pour l'acier laminé à chaud. Pour les tôles de qualité commerciale l'augmentation sera de 50 € la tonne. Une mesure justifiée par un alignement sur les prix mondiaux et imposée par la hausse des coûts de l'énergie, des matières premières et de la logistique, et qui

profitera à la production des aciers plats de Florange. « C'est dire que la demande d'acier est forte et le marché tendu » ajoute la CFDT. Mais à Gandrange l'intersyndicale CFDT-CGT-CFE/CGC peaufine la préparation de la manifestation de ce samedi aux abords de l'usine, au portail Ouest. Elle aura un caractère populaire et festif.

Bernard KRATZ.